

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 04 décembre 2024
(Convocation du 27 novembre 2024)

Aujourd'hui, le 04 décembre 2024 à 14h30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	54 323
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	28 160
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	1 14
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	29 174
Contre <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Abstention <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. René Castets, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Philippe Baron, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Julien Dubois

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Francis Dupouey, M. Bernard Pouban, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Christian Ducos

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Ressources humaines - Recrutement d'un contractuel sur emploi permanent pour l'animation de la mise en œuvre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Midouze

Exposé des motifs :

L'EPTB assure le portage et l'animation de trois SAGE en cours de mise en œuvre sur le bassin de l'Adour et d'un SAGE en phase d'émergence. Suite au départ de l'animatrice du SAGE Midouze, il est nécessaire de procéder au recrutement d'un nouvel agent au sein de l'équipe « gestion intégrée » en charge de ces démarches au sein de l'Institution Adour.

Le chargé de mission aura donc en charge l'animation et le suivi de la mise en œuvre du SAGE Midouze (animation, coordination technique et financière) en relation avec les membres de la CLE, les acteurs du territoire, les services de l'État, l'agence de l'eau, les services des Départements et de la Région, les EPCI-FP, les communes, les porteurs de projet, les prestataires (entreprises et bureaux d'études), les partenaires institutionnels et techniques dans les domaines de l'eau et de l'urbanisme. L'agent recruté sur ce poste sera donc chargé d'assurer les missions suivantes :

- animer les instances du SAGE (CLE, bureau, comité technique...) pour entretenir la concertation autour de l'eau à l'échelle de ce périmètre,
- appuyer le président de la CLE dans son mandat,
- définir les objectifs et priorités de mise en œuvre du SAGE en lien avec les partenaires,
- animer la concertation pour notamment faire émerger des projets ou des études et/ou répondre aux dispositions du PAGD,
- organiser, préparer et animer les réunions de la CLE, du bureau et des groupes de travail ; en rédiger le compte-rendu,
- rédiger les avis de la CLE,
- communiquer / former / informer sur le SAGE et ses implications (collectivités, syndicats, services de l'état, etc.), assurer le rôle de relais de la CLE auprès des acteurs de terrain,
- suivre et évaluer les actions mises en œuvre et tenir à jour le tableau de bord et le bilan d'activités ,
- travailler avec les animateurs des autres SAGE dans des démarches inter-SAGE.

L'emploi permanent à temps complet (35/35^{ème}) du grade de technicien territorial principal de 2^{ème} classe (catégorie B) nécessaire à ce recrutement est d'ores et déjà disponible au tableau des effectifs.

Afin de pourvoir ce poste, dont la mission dans le temps peut dépendre des résultats du dialogue territorial, il est proposé de recourir à un recrutement sous la forme prévue à l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

Le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : Bac + 2/3, formation dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques et de la gestion de projet.

L'agent recruté sera rémunéré sur la base de l'indice correspondant à un emploi de technicien territorial principal de 2^{ème} classe au 1^{er} échelon.

L'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement décrite au chapitre 1^{er} du décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Le recrutement de l'agent se fera sur emploi permanent par contrat de travail de droit public conformément à l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique, d'une durée de trois ans.

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L.332-8 2° ,
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,
Vu le tableau des effectifs de l'Institution Adour tel qu'actualisé par décision n°2023_CS_30 du comité syndical en date du 19 juillet 2023,
Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant sont inscrits au budget aux chapitre et article prévus pour l'exercice visé par ce recrutement,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'autoriser le président à procéder au recrutement d'un agent contractuel, lequel sera rémunéré sur la base de l'indice correspondant à un emploi de technicien territorial principal de 2^{ème} classe au 1^{er} échelon, étant précisé que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant sont inscrits au budget aux chapitre et article prévus à l'exercice en cours,
- d'autoriser le président à signer le contrat de travail afférent de droit public d'une durée de trois ans conformément à l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique,
- de charger le président de procéder aux formalités de recrutement,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 décembre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE